

Mesure d'encouragement cantonal pour les installations solaires photovoltaïques, poursuite de l'encouragement lancé dans le cadre du plan de relance

Question

Dans le cadre du plan de relance du Conseil d'Etat, un montant de 5 millions a été affecté comme mesure d'encouragement cantonal pour les installations solaires photovoltaïques. Un montant égal a été ajouté par la Confédération, ce qui a porté le montant à 10 millions, sans tenir compte de la participation éventuelle du distributeur d'énergie, le Groupe E en l'occurrence.

Ces 10 millions ont permis au canton de soutenir 270 projets, avant d'être épuisés. Or, 150 projets environ restent sur le carreau ! Sans une participation financière de l'Etat, ces projets, pourtant prêts, ne verront jamais le jour.

C'est pourquoi nous demandons si le Conseil d'Etat a prévu de faire quelque chose pour que ces 150 projets ne passent pas tout bonnement à la trappe :

- Est-il par exemple prévu de les financer par une part du bénéfice prévisible de l'exercice 2009 ?
- Seront-ils pris en compte dans la planification énergétique que nous attendons ?
- Le Conseil d'Etat a-t-il prévu autre chose ou alors a-t-il l'intention de ne rien faire ?

Le 12 octobre 2009

Réponse du Conseil d'Etat

La mesure d'encouragement destinée à la construction d'installations solaires photovoltaïques réalisée dans le cadre du plan de relance énergétique annoncé en avril 2009 a rencontré un vif succès auprès des propriétaires fribourgeois. Elle avait pour objectifs de soutenir les investissements en faveur du développement de l'énergie solaire et d'encourager les propriétaires à devenir autoproducteurs d'électricité. Au total il s'agit de 13,7 millions de francs d'aide à l'investissement qui ont été promis, pour des projets à réaliser jusqu'au mois de septembre 2010. Sur ce montant, la part cantonale s'est élevée à 5 millions de francs, celle de Groupe E à 5 millions de francs et celle de la Confédération à 3,7 millions de francs, par le versement des contributions globales.

A ce jour, 276 dossiers ont été acceptés, 64 dossiers sont en liste d'attente et 113 ont été refusés. Il est encore intéressant de noter que la surface totale de panneaux solaires à subventionner est de 10 809 m² pour une puissance totale installée de 1527 kW. Les petites installations (inférieure à 20 m²) de moins de 3 kWc (kilowatt-crête, soit la puissance électrique maximale délivrée par l'installation) demandant une mise à l'enquête simplifiée sont au nombre de 120, les moyennes installations entre 3 et 10 kWc au nombre de 143 et les grandes installations au nombre de 13. Ces dernières représentent cependant près du tiers de la surface totale à réaliser. Les dossiers en liste d'attente seront traités au cas par cas selon leur ordre d'arrivée pour remplacer les éventuels projets qui seraient abandonnés.

Cela dit, le Conseil d'Etat est en mesure de répondre aux questions des députés Nicolas Rime et Raoul Girard de la façon suivante :

Est-il par exemple prévu de les financer par une part du bénéfice prévisible de l'exercice 2009 ?

Malgré l'annonce préalable de la mise en œuvre d'un programme à budget limité, le Conseil d'Etat regrette que certains projets n'aient pas pu bénéficier de l'encouragement cantonal. Il n'est pas prévu toutefois de reconduire cette mesure étant donné qu'il s'agissait d'une opération ponctuelle réalisée avec un financement important hors du budget ordinaire de l'Etat. De plus, la mesure a également pu bénéficier d'une importante participation complémentaire par les contributions financières de la Confédération et du soutien conséquent de Groupe E. La Confédération ne prévoit pas d'allouer à nouveau de tels montants au titre des contributions globales. Le montant exceptionnel accordé en 2009 provient de la décision des chambres fédérales de fin 2008, visant à augmenter de 14 à 100 millions de francs la part attribuée aux cantons.

Le Conseil d'Etat n'exclut pas la possibilité de procéder à une nouvelle analyse des besoins. Cependant, il est important de noter que le coût à la charge de l'Etat pour financer les projets en attente et ceux ayant été refusés serait sensiblement supérieur à 10 millions de francs, ce qui représenterait un montant au moins deux fois plus élevé que le montant initialement consacré au programme.

Seront-ils pris en compte dans la planification énergétique que nous attendons ?

Dans le cadre de la stratégie énergétique adoptée par le Conseil d'Etat en septembre 2009 et débattue en séance du Grand Conseil le 13 novembre 2009, il est clairement fait mention que l'Etat entend laisser la compétence de l'encouragement des installations de production d'électricité au moyen des énergies renouvelables à la Confédération, comme cela est prévu également par les dispositions fédérales en vigueur. Le programme de reprise à prix coûtant (RPC), mis en œuvre par Swissgrid, devrait en principe disposer de moyens supplémentaires ces prochaines années, selon les discussions en cours au niveau des chambres fédérales. A ce titre, il y a lieu de rappeler que, par décret du 11 février 2009 (ROF 2009_011), le Grand Conseil a soumis à l'Assemblée fédérale une initiative cantonale chargeant la Confédération de pourvoir immédiatement à la couverture des coûts des installations produisant des énergies renouvelables par l'allocation de moyens supplémentaires (motion urgente 1066.08 du 5 décembre 2008 déposée par les députés Moritz Boschung et Katharina Thalmann-Bolz). Dans ce sens, le Conseil d'Etat a invité les propriétaires, dont les demandes de subventions n'ont pu être satisfaites, à déposer leur dossier auprès de l'institution précitée.

Le Conseil d'Etat a-t-il prévu autre chose ou alors a-t-il l'intention de ne rien faire ?

A l'issue de son programme énergétique 2009 axé principalement sur l'aide à la construction d'installations solaires photovoltaïques, les mesures d'encouragement de l'Etat concerneront désormais essentiellement le domaine de la rénovation des bâtiments, les installations techniques du bâtiment, l'efficacité énergétique et les installations de production de chaleur au moyen des énergies renouvelables.

Fribourg, le 1^{er} février 2010